

**Conflits en République démocratique du Congo et la diplomatie
préventive : Enjeux et Théorie d'Analyse**

**Conflicts in the Democratic Republic of the Congo and Preventive
diplomacy : Issues and Theory of Analysis**

Justin Mulendja Dady

Gradué en Relations Internationales

**Université de Lubumbashi faculté des sciences sociales politiques et administratives,
étudiant en deuxième cycle au sein de cette université. Vice-président de l'association
d'aide pour le progrès et le développement (AAPD/ Sud-Kivu).**

justinmulendja842@gmail.com

Eca Esongo Saleh

Licencié en Administration rurale

**Institut supérieur de développement rural de Bukavu/ R.d.Congo, président du conseil
d'administration de l'association d'aide pour le progrès et le développement (AAPD/
Sud-Kivu), l'auteur depuis les Etats-Unis est Select order cardoner industries in U.S.A.**

Pour citer cet article : Justin Mulendja Dady

Résumé

La Deuxième Guerre du Congo a officiellement pris fin en 1999 avec la signature de l'accord de paix de Lusaka, suivi du déploiement d'une mission de maintien de la paix des Nations Unies composée de 5 000 membres (alors connue sous le nom de « MONUC ») pour appuyer l'accord de paix. La violence directe et l'anéantissement des infrastructures et des services de santé attribuable à cette violence auraient fait quelque 3,9 millions de morts entre 1998 et 2004, d'après les estimations. Force est de constater qu'après 23 ans de présence et plus de dix milliards de dollars dépensés, la mission, des nations unies en RDC, n'a qu'un très maigre bilan sécuritaire (la neutralisation d'un groupe armé, le M23, contraste avec les nombreuses tueries de civils dans Kivu) et bilan politique négatif. La diplomatie préventive n'est autre que la non interventions des Nations Unies dans les conflits qui font l'objet des grandes puissances. C'est-à-dire les nations Unies ne peut jamais intervenir dans ces conflits. Pourquoi Les conflits en R.D. Congo sans cesse, ils font l'objet de la diplomatie préventive ? Telle est la problématique de cet article.

Mots clés : Conflit Armé ; Diplomatie ; Diplomatie préventive.

Abstract

The Second Congo War officially ended in 1999 with the signing of the Lusaka Peace Accord, followed by the deployment of a 5,000-member United Nations peacekeeping mission (then known as the "MONUC") to support the peace agreement. Direct violence and the destruction of infrastructure and health services attributable to this violence were estimated to have caused some 3.9 million deaths between 1998 and 2004. It is clear that after 23 years of presence and more than ten billion dollars spent, the United Nations mission in the DRC has only a very meager security record (the neutralization of an armed group, the M23 , contrasts with the numerous killings of civilians in Kivu) and a negative political record. Preventive diplomacy is none other than the non-intervention of the United Nations in the conflicts which are the object of the great powers. That is to say the United Nations can never intervene in these conflicts. Why are the conflicts in the DR Congo constantly, they are the subject of preventive diplomacy? This is the problem of this article.

Keywords: Armed conflict ; Diplomacy; Preventive Diplomacy

Introduction

Pendant les années 1990, la République démocratique du Congo (RDC) a été ravagée par deux guerres caractérisées par des attaques brutales de civils et exacerbées par la participation de groupes armés bénéficiant d'un soutien international. La Deuxième Guerre du Congo a officiellement pris fin en 1999 avec la signature de l'accord de paix de Lusaka, suivi du déploiement d'une mission de maintien de la paix des Nations Unies composée de 5 000 membres (alors connue sous le nom de « MONUC ») pour appuyer l'accord de paix. La violence directe et l'anéantissement des infrastructures et des services de santé attribuable à cette violence auraient fait quelque 3,9 millions de morts entre 1998 et 2004, d'après les estimations¹.

En mai 2021, le président de la RDC, M. Tshisekedi, a déclaré l'état de siège dans les provinces orientales du Nord-Kivu et de l'Ituri. Le coût humain de la violence est extrême : au moins 1,9 million de personnes sont déplacées dans le Nord-Kivu seul et 5,6 millions dans l'ensemble de la RDC². Il s'agit de la plus grave crise de déplacement interne en Afrique et, selon le Conseil norvégien pour les réfugiés, de la plus négligée au monde. Plus d'un an après la déclaration de l'état de siège, la violence continue de s'aggraver, les enlèvements ont plus que doublé et la destruction des biens a triplé³. Les violences sexuelles à l'encontre des femmes et des enfants sont généralisées. Presque 20 ans après l'accord de Sun City de 2002 qui a mis fin à la deuxième guerre du Congo, les populations de l'est de la RDC continuent d'être confrontées à la violence et n'ont pas la possibilité d'accéder aux services de base ou d'exprimer leurs besoins à l'État.

Des facteurs de violence persistants continuent d'alimenter l'insécurité dans un certain nombre de provinces. La faiblesse des institutions gouvernementales, voire leur absence, en particulier aux niveaux provincial et communautaire, perpétue des conditions dans lesquelles les besoins fondamentaux des citoyens ne sont pas satisfaits, et les droits civils ne sont pas respectés. Ces problèmes entretiennent des cycles de criminalité, ce qui amène les populations, dans certains cas, à accorder à contrecœur leur confiance à des groupes armés non étatiques en considérant qu'ils assurent de facto leur sécurité et le soutien administratif dont elles ont besoin.

¹ Center for civilian in conflit, *Document de politique : L'engagement communautaire de la MONUSCO avec une présence réduite sur le Terrain*, 2018, p.2.

² Rapport global 2021 : Situation en RDC, Agence des Nations Unies pour les réfugiés, <https://reporting.unhcr.org/drcsituation>, consulté le 22 juillet 2022

³ Les dix crises les plus négligées dans le monde sont toutes en Afrique, Conseil norvégien pour les réfugiés, 1^{er} juin 2022, <https://www.nrc.no/news/2022/june/the-worlds-ten-most-neglectedcrises-are-all-in-africa/>.

Les différends survenant au sein des communautés et entre elles quant à l'accès aux terres et à leur utilisation contribuent également à une augmentation de la violence au niveau local, en particulier dans les zones où des civils déplacés ou des réfugiés reviennent s'établir après de nombreuses années d'absence⁴. Toutes ces situations nous poussent à formuler notre question de recherche de la que voici : **Pourquoi les conflits en R.D. Congo sans cesse, ils font l'objet de la diplomatie préventive ?**

En effet, La République démocratique du Congo est un pays qui regorge une diversité des ressources naturelles, les Etats voisins dont le Rwanda, l'Ouganda et Burundi, envouter par les ressources que les pays regorgent, préfèrent utiliser la force s'accaparer des richesses que les pays regorgent. Les ressources naturelles et certaines portions de terres que les Etats voisins réclament étant de leurs appartenances sont à la base des conflits. Les conflits en R.D. Congo font l'objet de la diplomatie préventive en raison de maintien de la paix par l'organisations des Nations Unies dont les responsabilités lui incombent. Depuis que la mission de cette organisation internationale est dans les pays il n'a jamais réussi à éradiquer ces conflits et instaurer un climat de paix. La diplomatie préventive n'est autre que la non interventions des Nations Unies dans les conflits qui font l'objet des grandes puissances. C'est-à-dire les nations Unies ne peut jamais intervenir dans ces conflits. Parait-il que les conflits en R.D. Congo font l'objet de cette dite diplomatie par son approche de non intervention dans les problèmes qui font l'objet des grandes puissances.

I. Méthodologie de la Recherche

En effet, pour vérifier nos hypothèses et aboutir à une conclusion scientifique, nous avons recouru à la théorie réaliste de relations internationale. Ainsi le réalisme est défini comme une théorie de relations internationales qui soutient l'idée de répondre par la force. Ceci signifie que les réalistes entendent faire dériver la sécurité d'une domestication de la violence par ma menace d'une contre-violence ; ils entendent la force par la division de la force contre elle-même. Ils optent pour la sécurité par la dissuasion⁵. Ce courant explique les relations internationales en cherchant un objectif : L'intérêt national, ce dernier se traduit par la réalisation de la puissance⁶. La méthode historique couplée de la technique documentaire et de

⁴ *Hiérarchisation et ordonnancement de mandats de maintien de la paix : Le cas de la MONUSCO*, IPI, 2019, Security Council Report, 2019, p.3.

⁵ Barréa, J., *Théories des Relations internationales. La grammaire des évènements*, Louvain-la-Neuve, 3eme Ed. Artel, 1994, p.6.

⁶ Esambu Matenda Jean-Bosco, *Relations Internationales*, Lubumbashi, 2021, p.21.

questionnaire étaient nécessaires pour accomplir ce travail. La méthode historique nous a permis de comprendre les conflits en R.D. Congo dans une dimension historique. S'agissant de la technique documentaire ainsi que la technique de questionnaire. La première nous a permis de collecter les données en rapport avec les variables de notre étude dans les ouvrages et articles scientifiques. La seconde nous a permis d'administrer un questionnaire fermé à un échantillon de 390 personnes en suivant les procédés probabilistes.

II. Précisions sémantiques

II.1. Conflit armé

Un conflit désigne une opposition d'intérêt qui ne mène pas nécessairement à l'affrontement armé. Il implique en général une situation dans laquelle un Etat, une ethnie, un clan ou un groupe s'engage dans une opposition résolue à l'un de ceux-ci, parce que les objectifs recherchés sont incompatibles. Ces objectifs peuvent être territoriaux, politiques, diplomatiques, économiques, militaires, identitaires, internes ou externes⁷.

Pour SIPRI, un conflit armé est un combat prolongé entre les forces militaires de deux gouvernements ou plus, ou entre un gouvernement et au moins un groupe armé organisé, au cours duquel le nombre de mort dépasse le millier⁸.

La plupart des conflits armés sont intra-étatiques, une majorité se trouve en Asie et en Afrique.

II.2. Diplomatie

La diplomatie correspond à la mise en œuvre de la politique étrangère d'un État. La défense des intérêts nationaux constitue l'un de ses principaux objectifs. La diplomatie est ainsi le canal par lequel l'État affirme ses positions internationales et par lequel il va chercher à influencer sur la position des autres acteurs internationaux, à travers des déclarations, des rencontres, des sommets ou des négociations. Elle peut aussi constituer le moyen par lequel les États reconnaissent d'autres acteurs des relations internationales (par exemple la reconnaissance d'un État). Sa mise en œuvre incombe principalement aux agents diplomatiques

⁷ Mulamba Mubyabo Ngeleka, *Géostratégie*, Université de Lubumbashi, 2022, p.58.

⁸ *Idem*

fonctionnaires au service de l'État qu'ils représentent, chargés de suivre les instructions gouvernementales ; mais les responsables politiques peuvent également en être les acteurs⁹.

La diplomatie peut être conduite à un niveau bilatéral (par exemple franco-allemand), multilatéral (par exemple les négociations de paix israélo-palestinienne) ou universel (par exemple les Nations unies) ; il est alors question de « diplomatie multilatérale » dans ce dernier cas. Les négociations peuvent aboutir à la conclusion d'un accord au terme d'un marchandage ou du recours à la technique du package deal (compromis global). Les modalités de décision des conférences diplomatiques sont adoptées au début des négociations. Il convient enfin de souligner l'existence d'autres canaux diplomatiques : diplomatie parlementaire, diplomatie culturelle... Plus informelles, elles doivent néanmoins rester dans la ligne définie par l'État et se concentrent davantage sur le renforcement de relations préexistantes¹⁰.

II.3. Diplomatie préventive

La diplomatie préventive est définie selon **Dag Hammarskjöld**, comme l'intervention des Nations Unies dans les secteurs qui sont en dehors ou marginaux à ceux qui font l'objet du conflit Est-Ouest. Il est difficile aux Nations Unies de jouer un rôle important dans les domaines qui sont clairement dans les conflits entre les grandes puissances¹¹.

Pour notre part la diplomatie préventive renvoie à la non intervention des Nations Unies dans les conflits qui font l'objet des grandes puissances. C'est-à-dire les Nations Unies ne peut jamais intervenir dans ces conflits. C'est que les Nations Unies ont essayé de faire intervenir au Moyen-Orient, en République démocratique du Congo. Et encore aujourd'hui dans les conflits Rwando congolais à l'Est de la République démocratique du Congo.

III. Analyse sur la diplomatie préventive

III.1. Origine

Le concept de la diplomatie préventive est étroitement associé avec le nom du secrétaire général **Dag Hammarskjöld** dans son souci de rendre les Nations Unies opérationnelles

⁹ Voir *Qu'est-ce que la diplomatie ?* sur www.vie-publique.fr/fiches/269886-quest-ce-que-la-diplomatie consulté le 26 Aout 2022 à 20H00

¹⁰ *Idem*

¹¹ Nguway kpalaingu kadony, *Organisations internationales*, Edition d'essai, Lubumbashi, 2022, p.131.

surtout pendant la période de la guerre froide. Dans son rapport sur l'Etat de l'organisation en 1959¹².

III.2. But

Le but de cette dernière est que lorsque les grandes puissances sont intéressées à un problème, il est difficile que les Nations Unies jouent un rôle positif ; mais celle-ci peuvent être efficace dans les domaines où les deux grandes puissances ne sont pas directement intéressés¹³. Et d'après **Dag Hammarskjöld**, ces domaines sont assez nombreux. En d'autres termes, cette conception est presque l'équivalent de la politique de « *containment* », c'est-à-dire les Nations Unies essaient de contenir ou de limiter l'action des grandes puissances dans les zones déterminées, et éviter ainsi leur extension dans les zones non encore exposées¹⁴.

IV. Historique des conflits en république démocratique du Congo

Depuis les années 1960 de la difficile transition de l'autorité coloniale à l'autorité autochtone, la République démocratique du Congo fait face à des conflits. Ceux qui ont eu lieu à la suite de l'indépendance résultaient de dissensions internes au sein de l'élite politique concernant, notamment, la configuration de l'État, et en particulier le choix entre le fédéralisme et un système d'État centralisé (Kisangani, 2012; Lemarchand, 1964; Ndikumana et Kisangani, 2005; Young, 1965). Cette période a été marquée par de profonds antagonismes entre les orientations ethniques et régionales¹⁵. L'instabilité au sein de la jeune nation a été exacerbée par le refus des colonisateurs de renoncer à leur « vache à lait », ainsi que par les intérêts géopolitiques des puissances occidentales, qui ont utilisé la République démocratique du Congo comme base pour la lutte contre l'expansion du communisme en Afrique. Par voie de conséquence, les conflits en République démocratique du Congo ont toujours revêtu une dimension interne et externe¹⁶.

Les conflits actuels en République démocratique du Congo sont, dans une large mesure, une réincarnation du passé. Cela démontre que les causes structurelles des conflits n'ont jamais été traitées. Ainsi, même les épisodes de paix apparente, notamment sous le régime

¹² Nguway kpalaingu kadony, *op. cit.*, p.132.

¹³ *Idem*

¹⁴ *Ibidem*

¹⁵ Nations unies (commission économique pour l'Afrique), *conflit en république démocratique : causes, impact et implications pour la région des grands lacs*, Addis-Abeba, Ethiopie, 2015, p.10.

¹⁶*Idem*, p.11.

de Mobutu au cours des années 1970 et 1980, ont été rendus possibles non pas grâce à la réussite d'un processus de paix, mais par une répression du mécontentement de la population¹⁷.

IV.1. Origine dans le nord et Sud-Kivu

A) Territoire de Mwenga (massacres de Kasika I et II)

Les massacres dans cette contrée ont été révélés à l'opinion internationale pour la première fois par MISNA, une agence de presse de renommée internationale, d'obédience catholique, et à ce titre, crédible. Le récit qui suit précise juste en grands traits, les circonstances et les détails du drame tel que diffusé par ailleurs par le SIC (source indépendante), en date du 4 décembre 1999. Les faits se déroulent en effet le 23 août 1998 à Kasika, soit 3 semaines après le déclenchement de la guerre d'agression, et le 24 août à Kilungutwe au fin fond des collines, où la presse écrite, la radio et la télévision, ne sauraient facilement accéder. C'est le dimanche 23 août 1998, à Kasika, jour de célébration des cultes, et le lundi 24 août 1998, jour du marché qui regroupe à Kilungutwe généralement plus de trois mille personnes provenant aussi bien de Kasika que des localités environnantes, où bivouaquent les soldats rwandais venus de Kamituga, que le drame commence. Soudain, la population civile se retrouve encerclée par ces soldats qui entrent dans les habitations, maison par maison, égorgeant hommes, femmes et enfants sans pitié. Dans certaines maisons, « il est question d'y entrer pour vérifier et achever ceux qui n'étaient pas totalement morts. A défaut, des familles entières sont surprises par le feu sur la case. Ceux des villageois qui n'étaient pas dans leur maison ne sont pas plus chanceux non plus. C'est ainsi que le drame de la famille régnante et des religieux se déroule dans l'Eglise (Paroisse de Kasika), en pleine célébration eucharistique¹⁸. Le Chef coutumier MUBEZA III, de son vrai nom NALUINDI François, est ligoté et assassiné par machette, son coeur extrait, la tête coupée. Son épouse n'aura pas un traitement de faveur. Elle est éventrée et le foetus extrait de son sein pour être découpé en morceau. L'Abbé économiste de la Paroisse de Kasika, Stanislas WABULA KOMBE, des religieux et religieuses catholiques connaîtront le même sort. Les uns à coup de baïonnettes, les autres à coup de machettes enfoncées dans les ventres et dans les têtes, ils seront tous tués. Les massacres se poursuivront dans la journée du 24 août 1998 sur les infortunés des villages voisins qui venaient innocemment au marché de Kilungutwe, ne sachant pas que la localité avait été envahie. Ceux des paysans qui se trouvaient dans les périphéries du village ne seront pas non plus épargnés. Ainsi, arrivés à Chibeke, à 5 km de

¹⁷ Nations unies (commission économique pour l'Afrique), *op. cit.*, p.11

¹⁸ République démocratique du Congo ministère des droits humains, *La guerre d'agression en République démocratique du Congo trois ans de massacres et de génocide « à huis clos »*, Kinshasa, Octobre 2001, p.10.

Burhuza et à 50 km de Kasika, dans l'après-midi du lundi 24 août 1998, le commando rwandais se déploiera dans la plantation Chibeke (propriété d'un colon, Monsieur VAN DER WALLE), il tuera le gérant de cette plantation du nom de SALU avec sa vieille sentinelle. Le décompte provisoire révélé par les témoignages des rescapés religieux, confirmé par les sources indépendantes telle que le C.I.C.R., fera état au bout de l'opération, de 1.200 tués, sans compter ceux dont les cadavres seront retrouvés plus tard, au fur et à mesure des recherches, dans les buissons. Le rapport du CADDHOM mentionne également que plus de 1.200 victimes Banyindu périssent du 23 au 24 août 1998¹⁹. Lorsqu'on sait que Luindi est une petite collectivité à grande concentration avec une densité de plus de 19 habitants au kilomètre-carré, on peut imaginer l'étendue du désastre qui s'était abattu sur cette partie du territoire de Mwenga, dans le Sud-Kivu, en l'espace de deux jours²⁰. Et comme s'ils s'étaient rendus à l'évidence que la tâche n'avait pas été accomplie à la perfection, les mêmes troupes rwandaises, profitant des contestations soulevées autour de la succession du Chef coutumier défunt (MUBEZA III) par Monsieur NYUMBA, dit MUBEZA IV (proche des Rwandais), nettoieront Kasika en juin 2000 du reste de ses habitants, rescapés de la première expédition. Bilan de l'opération : 74 morts recensés par la Société Civile, et principalement par les Eglises locales. Les auteurs, co-auteurs et commanditaires de ces barbaries sont connus, à savoir respectivement : les Commandants (AFANDE) MUHIRE et MUKARAYI pour le premier massacre, et le Commandant MACHUMU pour le deuxième. Quant à Monsieur Benjamin SERUKIZA, Vice-Gouverneur, il est cité comme commanditaire des deux opérations, en raison de la réunion de sécurité de la province organisée et présidée par lui, et ayant décidé de ces « croisades ».

B) Massacres de Busawa

Il se déroule du 13 au 5 septembre 1998, plus de deux mois après celui de Kasika, dans le même territoire de Mwenga et dans des circonstances de temps et de lieu identiques. C'est une boucherie humaine qui est perpétrée sous le code évocateur de « Opération Mwenga propre ». Femmes, enfants, adultes, vieillards sont lâchement et sauvagement assassinés, sous prétexte d'être alliés ou parents des Maï-Maï. Les paysans sélectionnés sur cette hase sont rassemblés pour être enfermés dans trois sites, à savoir Kalole (en face de l'Eglise Catholique), Busawa (à côté du Tribunal de Chefferie) et Bulinzi (à côté du stade). Ils y sont tous brûlés vifs, sans autre forme de procès. L'oeuvre est signée « Armée Patriotique Rwandaise », sous le

¹⁹ CADDHOM : La République Démocratique du Congo : Rapport sur 50 jours sous régime d'occupation et rebelle au Kivu (2 août 1998 — 23 septembre 1998) inédit, septembre 1998.

²⁰ République démocratique du Congo ministère des droits humains, *La guerre d'agression en république démocratique du Congo trois ans de massacres et de génocide « à huis clos »*, op. cit., p.12.

commandement du Commandant MUHETO, dit « SHETANI », c'est-à-dire le diable satan. Bilan de l'opération : 115 personnes tuées²¹.

C) Massacre de Kilungutwe

A Kilungutwe le 24 août 1998, plus de 127 personnes ont été massacrées, sans compter beaucoup de cadavres d'enfants jetés dans des fosses communes et les toilettes indigènes. Ont été notamment assassinés Madame BABANGA (veuve de 65 ans) avec toute sa famille de huit personnes dont Monsieur KIBAZA (35 ans), Madame KAMALEBO wa MUKOKE (40 ans), Monsieur MWANGILA (28 ans), Monsieur SANDALA (25 ans), Madame LUKENGE (20 ans). Mademoiselle MABONGELE (17 ans), Monsieur LUTUMBA (38 ans) et Monsieur MULINGANO (37 ans)²².

D) Massacres de Mushinga, Kigulube, Burhale, Nindja

A Mushinga-Lubona le 1er décembre 1999, l'escadron de la mort de l'APR, distribue la mort à tout être animé. Tout être humain trouvé vivant sur les lieux est assassiné. Au bout de l'opération, on dénombre 134 personnes tuées, sous le même prétexte décrit précédemment. Bien avant, le 31 mars 1999 à Kigulube, c'est un groupé de gens sélectionnés à l'avance en raison de leurs opinions contraires à celles du RCD, qui sont sauvagement abattus par les troupes de l'APR sur ordre du Major ASSANI, avec la complicité de Monsieur Ernest MUNDJO MUNZENZE. Bilan d, tueries : 100 personnes exécutées. Au cours de l'année 2000, c'est dans la localité de Burhale, que le « feuilleton » noir commence au mois de janvier avec 191 villageois tués par les troupes de l'APR-RC sous les ordres du Commandant JABWE (immigré rwandais). Il s'en suivra, le 3 mai 2000, les tueries de Nindja où 213 paisibles paysans, pour la plupart des femmes, périront sous les balles de l'APR, dans les mêmes circonstances et pour le même mobile précité. D'autres massacres collectifs, tel celui perpétré dans le village de Budala et ayant causé la mort d'au moins 124 personnes, dont 84 au moins ont été identifiées et reprises sur la liste en annexe, seront encore commis dans le même territoire de Mwenga, mais passeront inaperçus. Il convient ici de relever que pour le seul territoire de Mwenga, les tueries se sont chaque fois opérées à grande échelle, atteignant par moment près de la moitié de la population d'un village, et manifestement avec l'intention d'exterminer toute vie humaine trouvée sur les lieux. C'est la même logique qui prévaudra à Makobola, à la limite des territoires

²¹ République démocratique du Congo ministère des droits humains, *La guerre d'agression en république démocratique du Congo trois ans de massacres et de génocide « à huis clos »*, op. cit., p.12.

²² *Ibidem*

d'Uvira et de Fizi. II. Les massacres dans les territoires d'Uvira et de Fizi et l'hécatombe de Makobola Un extrait du rapport de la Coordination des jeunes de la société civile du Kivu (COJESKI) qui est reproduit dans « le Recueil des témoignages sur les massacres commis à l'Est du Congo/Zaire par les armées du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi », décrit brièvement le bilan des massacres collectifs commis à Uvira avant « l'hécatombe de Makobola », en ces termes : « A Uvira, [...] 326 corps ont été repêchés dans la rivière Rushima, non loin de Luberizi ; 547 corps retrouvés enterrés dans une fosse commune à Buegera, 138 corps découverts dans un charnier, dans la localité de Luvungi ; 23 cadavres reconnus vers Lemera, près de la rivière Nyaboronko et du village de Kabamba ; tout cela entre les 21 et 22 décembre 1998 ». Mais de toutes ces tueries collectives, le chef d'oeuvre de l'armée patriotique rwandaise, dans le territoire d'Uvira, demeure les massacres tristement célèbres de Makobola. Nous en reproduisons ci-dessous le récit d'un religieux, survivant et témoin oculaire, en la personne de l'Abbé BULAMBO Jacques, complété par les témoignages d'autres survivants²³.

E) Massacres de Makobola, l'Abbé Jacques BULAMBO

[...] Les festivités de Noël du 24 au 25 décembre 1998. Célébré la messe de la veillée dans le calme car les militaires rebelles du RCD venaient d'enlever leur position de Makobola qui se trouvait à l'école primaire de Makobola et occupait la salle polyvalente de la jeunesse. C'était la joie car il n'y avait plus de tracasserie et nos salles étaient libérées. Cette joie de Noël va être éphémère car les militaires rebelles ayant quitté Makobola I, avaient traversé le pont pour placer leur position dans Makobola II. Ce qui était déjà une provocation, aux yeux des Maï Maï. C'est ainsi que le mardi 29 décembre 1998 à 17 heures, ces derniers enverront un message annonçant leur attaque pour déloger ces militaires rwandais. Et exactement à 17 heures 30', ils avaient attaqué et mis en déroute les troupes rwandaises dont le salut sera dans la fuite, après avoir perdu certains d'entre eux. (Notons que tout ceci se passe dans Makobola II, de l'autre côté du pont et Makobola I reste encore intact). Jusqu'au mercredi 30 décembre au matin, les Maï-Maï sont maîtres du village. Vers 10 heures de ce mercredi 30 décembre 1998, la nouvelle circule que les renforts des troupes rwandaises sont en route. Au fait, ceux-ci viendront à bord des camions à partir d'Uvira, et à 10 heures, ils s'arrêteront dans le tournant de Lwanga, à peu près à 5 km de Makobola I, à un endroit qu'on appelle Haindava. A partir de là, ils quitteront les camions pour continuer

²³ République démocratique du Congo ministère des droits humains, *La guerre d'agression en république démocratique du Congo trois ans de massacres et de génocide « à huis clos »*, op. cit., p.13.

à pied²⁴. Les Mai-Maï ayant appris leur arrivée, se retireront du village pour regagner les montagnes. Les troupes rwandaises, dès leur entrée dans le village Makobola I, la première personne rencontrée, une pauvre maman répondant au nom de NABYOCUCWA, sera aussi la première à être tuée dans le quartier Kasenga. En évoluant sur leur route, les tueurs arriveront à la maison de DUNIA ILUTA. C'est par-là que les militaires rwandais commenceront non seulement à tuer systématiquement, mais aussi à brûler les maisons. Celle de la dernière cité sera la première et de là les maisons vont être incendiées par ces tueurs jusqu'à Kahama. La sale besogne continuera avec une cruauté terrible. Ce fut un mercredi noir pour les paisibles habitants de Makobola. Certains seront brûlés vifs dans des maisons ; d'autres tués à l'arme blanche ; d'autres encore par balle. C'est dans ce carnage que nous avons perdu entre autres notre Mwongozi NDAMA RUSANGIZA (Catéchiste responsable) de la diaconie (secteur) de Makobola. Et au sujet de sa mort, nous avons le témoignage du sous-directeur de notre école de Makobola BWASHALI qui a quasi échappé par miracle avec sa famille.

IV.2. Causes

A) Ressources naturelles et Economie

La République démocratique du Congo est, au sens propre du terme, un géant géographique et (potentiellement) économique au sein du continent africain. C'est un très vaste pays, le deuxième du continent avec 2,26 millions de kilomètres carrés, soit presque l'équivalent de l'Algérie (2,38 millions de kilomètres carrés)²⁵. Mais c'est également un pays peu peuplé, avec environ 28 habitants par kilomètre carré, ce qui correspond à la 20e densité la plus faible du continent. Il possède une vaste et dense forêt en raison de sa situation géographique juste au niveau de l'équateur. Cette situation offre de nombreux avantages, notamment une grande fertilité et une abondance en eau. Mais elle implique également des inconvénients de taille, en particulier la difficulté à relier les différentes parties du pays avec les infrastructures de transports en raison des grands espaces et de la dureté du climat tropical. Le pays est richement doté en ressources naturelles, notamment en minéraux, pétrole, eau, forêts et terres agricoles. La République démocratique du Congo est l'un des plus grands producteurs de cuivre et de cobalt au monde. Elle produit également d'importantes quantités de

²⁴ Confer République démocratique du Congo ministère des droits humains, *La guerre d'agression en république démocratique du Congo trois ans de massacres et de génocide « à huis clos »*, op. cit., p.14.

²⁵ Les données fournies dans ce paragraphe sont issues des indicateurs du développement dans le monde (banque mondiale)

coltan (colombo-tantalite), d'argent et de pétrole²⁶. Alors que l'attention est le plus souvent concentrée sur les minéraux et le pétrole, d'autres ressources sont tout aussi importantes. La République démocratique du Congo dispose notamment d'importantes réserves en eau, qui constituent un précieux atout pour le transport et la production d'énergie. Le pays dispose d'un potentiel qui permettrait de générer de l'électricité pour alimenter l'ensemble de la région des Grands Lacs et au-delà. Cela constitue une incitation et un pilier potentiels pour l'intégration régionale, en plus d'être une source de croissance et de diversification économique au sein du pays et de la région. La République démocratique du Congo recèle également de vastes terres fertiles, grâce aux pluies abondantes qui arrosent l'ensemble du territoire et aux sols volcaniques dans les parties Est et Nord du pays. En plus de fournir une base stable pour la sécurité alimentaire, l'agriculture constitue un tremplin potentiel pour l'industrialisation, dès lors que des investissements adaptés sont réalisés en faveur de l'infrastructure et de l'innovation technologique dans le cadre d'une stratégie nationale cohérente d'industrialisation et de croissance²⁷.

B) Géographie (Frontières)

La République démocratique du Congo partage des frontières avec neuf États, le plus grand nombre du continent. Par voie de conséquence, le développement économique et la stabilité économique en République démocratique du Congo ont des implications directes pour la région des Grands Lacs et à une échelle plus importante. L'un des principaux avantages d'une telle situation stratégique est qu'elle offre de nombreuses possibilités en matière de commerce, et qu'elle permet de transformer le pays en point d'ancrage de l'intégration économique au sein de la sous-région. Naturellement, avoir de nombreux pays voisins expose également à des inconvénients. Le principal étant que le pays doit faire face aux externalités négatives des conséquences de l'instabilité dans un grand nombre de pays. La République démocratique du Congo a servi et continue en effet de servir de base aux mouvements de rébellion du Soudan, de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi (Kisangani, 2012; Prunier, 2004, 2009). Cela déstabilise la République démocratique du Congo, tout en fragilisant ses relations avec les gouvernements des pays voisins²⁸. Cette configuration géographique implique que la compréhension des causes des conflits en République démocratique du Congo et la conception des stratégies pour les résoudre et

²⁶ Des informations détaillées sur les ressources naturelles du pays sont disponibles (en anglais) sur le site

²⁷ Nations unies (commission économique pour l'Afrique), *op. cit.*, p.12.

²⁸ *Idem*

aider à la reconstruction post-conflit s'effectuent en adoptant, de manière systématique et explicite, une approche régionale tenant compte des intérêts des pays voisins²⁹.

IV.3. Conséquences

La crise actuelle en R.D.C a causé le déplacement de population entières ainsi que la violation massive des droits humains. Dans le communiqué de presse d'OXFAM internationale du 13 décembre 2007, on peut lire que depuis un an, on compte 425000 civils nouvellement déplacés dans la province du nord Kivu. Aux combats incessants dans la région Est du pays, sont venus s'ajouter de nombreux cas de malnutritions, maladies, viols et décès-un an à peine après la tournant historique des élections démocratiques, considérées comme le premier pas concret vers la résolution du conflit. Dans l'ensemble de la région, les acteurs des conflits seraient responsables de très graves violations des Droits humains. Des millions de personnes ont perdu la vie dans le conflit le plus meurtrier depuis la deuxième Guerre mondiale, peut-on lire dans le communiqué de presse cité précédemment³⁰.

Malgré les incertitudes qui pèsent sur le processus post-transition congolais et les tensions sociales toujours vives à l'Est du Congo, la région prend lentement mais, pas surement le chemin d'une certaine normalisation comme quoi elle semble s'habituer à vivre avec mal. Cependant tant qu'il n'y aura pas des solutions politiques quant aux questions structurelles a l'origines des conflits et cela dans l'esprit d'un Etat réellement démocratique, mes conflits resteront latents en attendant le premier agitateur qui mettra le feu a la paille pour ressurgir³¹.

Pour que la région soit définitivement pacifiée et les populations vivent en harmonie comme par le passé, il faudrait un Etat fort non corrompu ayant à sa tête un leader rassurant toute les composantes de la nation congolaises. Il faudra que chaque citoyen se sente égale a son compatriote, partageant les richesses du pays pour réduire extrême pauvreté qui mine les populations d'une région aussi riche qu'est le Kivu. Il faudra aussi en finir avec l'impunité dans ce pays. Il est aussi à souhaiter que le même Etat se soucie du bien-être de son armée pour ses formations surtout morales et son traitement. La peur ou la réalité de l'exécution conduit à souhaiter des mesures avant tout économiques et sociales qui permettent de retrouver ou de

²⁹ Nations unies (commission économique pour l'afrique), *op. cit.*, p.12.

³⁰ Alida Furaha Umutoni, *les causes de la crise actuelle à l'est de la république démocratique du congo : etat des lieux*, published by scholar commons, center for conflict management of the national university of rwanda,2008, p.12.

³¹ Alida Furaha Umutoni, *Art. cit.*, p.12.

maintenir une capacité à la vie moderne, et en particulier à accéder à la consommation de masse, qui se déploie de façon encore limitée, mais spectaculaire.

Les défis de développement auxquels la région doit faire face sont immenses. Survenant après des décennies de dégradation des situations politiques et socioéconomiques, les conflits des dix dernières années ont eu un effet destructeur sur tous les aspects des activités humaines et sociales de la région concernée en particulier et des pays des Grands lacs en général. La vie de près de 100 millions de personnes a été bouleversée. Les économies se sont effondrées et criminalisées, les infrastructures et appareils de production se sont profondément dégradés et enfin la société dans son ensemble est en voie de déqualification³². Le revenu annuel par habitant est de 100 dollars américain, les ménages dépensent neuf dixième de leurs revenus pour la nourriture 2/3 des enfants de 6 à 17 ans non scolarisés, une inflation qui atteignait le 82 % en 1993³³.

V. Logique stratégique en république démocratique du Congo

Le point de départ d'une logique stratégique est l'identification des menaces et des ennemis qui sont susceptibles de porter atteintes aux intérêts de l'Etat. La République démocratique du Congo, fait face à une diversité des menaces, deux sont nécessaires : Menace non militaire et menace militaire. Nous allons donner seulement des précisions sur la menace militaire en R.D. Congo.

V.1. Perceptions des menaces

La menace existe lorsqu'il y a un risque et associé une volonté délibérée de nuire.

A) Conception congolaise des menaces

Il existe de nombreuses preuves suggérant que les factions rebelles soutenues par l'Ouganda et le Rwanda – y compris le M23 – contrôlent des chaînes d'approvisionnement stratégiques mais informelles partant des mines des Kivus vers les deux pays. Les insurgés utilisent les recettes du trafic d'or, de diamants et de coltan pour acheter des armes, recruter et contrôler des mineurs artisanaux et payer des fonctionnaires corrompus des douanes et des frontières congolaises ainsi que des soldats et des policiers. Ces opérations illicites sont

³² www.sdc.ddc.org.rw consulté le 6 décembre 2022 à 12h00

³³ Alida Furaha Umutoni, *art. cit.*, p.12.

également marquées par une grande violence, car les différentes factions rebelles se battent souvent entre elles pour le contrôle des mines et des voies de transport³⁴.

Tous deux nient ces accusations. Cependant, certaines preuves apparaissent dans leurs recettes d'exportation. Par exemple, l'or est aujourd'hui le principal produit d'exportation de l'Ouganda, mais il provient en grande partie de la RDC. Dans le même ordre d'idées, 40 % du coltan mondial a été officiellement produit en RDC en 2019. Cependant, de grandes quantités feraient l'objet d'un trafic vers le Rwanda et seraient exportées depuis ce pays. Ce schéma se reproduit ailleurs dans la région. Par conséquent, alors que la RDC est reconnue comme le plus grand producteur de coltan au monde, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi se classent respectivement aux troisième, neuvième et onzième rangs, même s'ils ne possèdent eux-mêmes que des gisements connus limités. Le conflit, les minerais, les rebelles et les bailleurs de fonds étrangers sont autant d'éléments qui tourmentent le Congo depuis des décennies. Une partie importante du problème est que l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi exportent des produits qu'ils ne produisent pas, ce qui signifie qu'une grande partie de la contrebande a lieu, comme l'ont constaté les enquêtes successives des Nations unies³⁵. En février 2022, la Cour internationale de justice a ordonné à l'Ouganda de verser 325 millions de dollars à la RDC pour son rôle dans les conflits qui se sont déroulés dans ce pays entre 1998 et 2003, notamment la mort de milliers de civils dans la région de l'Ituri, le financement de groupes rebelles et le pillage de l'or, des diamants et du bois. Le Rwanda a également été mentionné à plusieurs reprises dans des rapports de l'ONU pour avoir profité de la contrebande de minerais en provenance de la RDC afin de financer des groupes rebelles et de soutenir ses propres exportations.

Pour notre part, la menace congolaise sont les ressources naturelles que le pays regorge, l'absence d'une prise de conscience des autorités congolaises.

V.2. Identification de l'ennemi

La RDC a accusé le Rwanda d'avoir réorganisé et armé la dernière insurrection. Le groupe d'experts du Conseil de sécurité des Nations unies sur la RDC avait déjà accusé le Rwanda de soutenir le M23. Faisant partie à l'origine de l'armée congolaise, le M23 est dominé par les Tutsis congolais. Il affirme vouloir protéger les Tutsis contre les groupes militants hutus,

³⁴ Centre d'étude stratégique de l'Afrique, *le Rwanda et la R.D.C risquent la guerre avec l'émergence de la nouvelle Rebellions du M23 : une explication*, 11Juillet 2022, p.12.

³⁵ *Idem*, p.13.

notamment les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), qui comptent parmi leurs forces des éléments accusés du génocide de 1994 au Rwanda. Certains des principaux commandants du M23 ont autrefois servi dans le Front patriotique rwandais (FPR), note Claude Gatebuke. Les chefs du FPR – dont le président Paul Kagame et son ancien chef d'état-major, James Kabarebe – ont autrefois servi dans l'armée ougandaise et ont participé à la rébellion qui a porté Yoweri Museveni au pouvoir en 1986. Ils ont ensuite occupé des postes de premier plan dans l'armée et le gouvernement du Rwanda après y avoir pris le pouvoir avec le soutien de l'Ouganda en 1994. Lorsque les deux pays ont envahi la RDC en 1996 pour chasser Mobutu Sese Seko et installer Laurent Kabila, un schéma similaire s'était produit, James Kabarebe devenant chef d'état-major de l'armée de la RDC. Toutefois, lorsque Kabila s'est brouillé avec l'Ouganda et le Rwanda, ces deux pays ont parrainé une autre rébellion en RDC³⁶.

Au fil du temps, l'Ouganda et le Rwanda se sont brouillés et ont commencé à soutenir des forces par procuration l'une contre l'autre. Cette histoire de recyclage des officiers entre le Rwanda, l'Ouganda et la RDC – et l'utilisation de mandataires – a des implications pour la crise actuelle. Kabarebe a été identifié par l'ONU en 2012 comme le principal cerveau du M23. En plus du Rwanda, l'ONU a impliqué l'Ouganda dans l'aide apportée au M23. Après la prise de Bunagana en juin 2022, le président de l'Assemblée nationale de la RDC et allié clé du président Felix Tshisekedi, Christophe Mboso, a condamné l'Ouganda et proposé une motion visant à suspendre tous les accords militaires et économiques entre les deux pays. Alors que les responsables de la sécurité ougandaise ont accusé le Rwanda de soutenir l'attaque du M23 à Bunagana pour faire échouer les opérations de l'UPDF contre les ADF, le Rwanda prétend que

VI. Conflits en république démocratique du Congo : une diplomatie préventive ?

La rivalité de longue date entre l'Ouganda et le Rwanda en RDC et dans la région des Grands Lacs est un facteur clé de la crise actuelle, pour des raisons à la fois immédiates et de plus long terme. En effet, il existe une profonde méfiance à tous les niveaux – entre la RDC et ses voisins, en particulier le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi – ainsi qu'entre tous ces voisins. Satisfaisante, même si une force régionale est déployée. C'est une leçon que nous avons tirée des précédentes interventions ougandaises et rwandaises au Congo ».

³⁶ Centre d'étude stratégique de l'Afrique, *op. cit.*, p.3.

D'après nos enquêtes sur terrains à l'aide de questionnaires comprends sept questions disponible aux pages qui suivent (23-24), gérer aux Etudiants, élevés, croyant, Illettrés, et Responsables des organisations non gouvernementales, le constat est négatif. En effet, la population congolaise a une vision négative de la mission de l'ONU au Congo pour le maintien de la paix et de la sécurité, pour pacifier le pays contre les menaces rebelles dont le M23.

Tableau N°1 : Disposition de l'enquête

Effectifs total des enquêtes	390	
Lieu	Goma	130
	Bukavu	130
	Lubumbashi	130
Catégories d'enquêtes	Croyants (Cr)	78
	Etudiant(e)s (Et)	78
	Illettrés (Ill)	78
	Elevés (pré finalistes et finalistes du degré supérieur) (El)	78
	Responsables des organisations non gouvernementales (Ron)	78

Source : Elaboré par nos propres soins

Tableau N°2 : Résultat de l'enquête

	Nombre de Non					Nombre de Oui					Total/390	
	Cr.	Et.	Ill.	El	Ron	Cr.	Et.	Ill.	El	Ron	Non	Oui
L'action de l'ONU est douteuse pour pacifier les conflits en R.D. Congo	28	18	7	29	9	50	60	71	49	69	91	299
Le départ de la MONUSCO en R.D. Congo est-il une option solide pour pacifier le pays	37	29	5	24	11	41	49	73	54	67	106	284
Les rebelles bénéficient de complicité au sein de l'appareil d'Etats	19	9	13	38	37	59	69	65	40	41	116	274
Les grandes puissances participent au financement de rebelles sous la coulisse du Rwanda et de l'Ouganda	28	29	8	17	2	50	49	70	61	76	84	306
Le non Renouvellement du mandat de la MONUSCO en R.D. Congo	9	31	6	12	23	69	47	72	66	55	81	309
Les grandes puissances dont la France et les Etats-Unis ont intérêts dans les conflits en R.D. Congo	3	21	2	38	15	75	57	76	40	63	79	311
La R.D. Congo par l'approche militaire nationale sera-t-elle capable pour maintenir la paix dans les pays	20	35	5	36	9	58	43	73	42	69	105	285

Source : Elaboré par nos propres soins

Comme nous pouvons le constater dans le tableau n°2 ci-haut, la mission de l'ONU dont la MONUSCO n'a pas une vision acceptée par la majorité ou de la part de la population congolaise pour le maintien de la paix dans les conflits qui accable le pays. Nos enquêtes révèlent que 80% de la population congolaise ne croit pas au fait que la MONUSCO est capable de stopper les conflits dans le dit pays, par les procédés de maintien de la paix, croit toujours au départ de ladite mission de l'ONU dans le territoire du pays. 78% des congolais estiment que le conflit armes qui menace le pays est une affaire des grandes puissances soutenant les

rebelles indirectement par les biais du Rwanda et de l'Ouganda. Il n'est plus étonnant de constater que seulement 10.2% de la population congolaise que soutient la mission de l'ONU.

VII.1. ONU et Diplomatie de paix en R.D. Congo

L'ONU a été créé pour maintenir la paix et la sécurité internationale, avec comme procédé défense collective comme moyen de maintien de la paix, c'est-à-dire que des troubles dans une partie du monde constitue une menace contre tous les pays membres de l'organisations. C'est pourquoi les Etats doivent tout faire pour décourager les actes qui peut conduire à la rupture ou menace contre la paix. Les dispositions contenues dans le chapitre VII, spécialement dans les articles 41 et 42 expriment bien le caractère collectif des Nations Unis.

La question est de savoir que si :

- L'organisation des Nations Unis décourage les actes des conflits en R.D. Congo, pourquoi et comment ?

- Le découragement par le maintien de la paix est-il efficace, si non oui pourquoi ?

1^{ere} réponse : Le découragement d'actes des conflits en R.D. Congo par l'Organisation des Nations Unis est affirmatif pour notre part, parce que les problèmes de la paix sont une affaire des tous. L'ONU a mis en place une mission pour pacifier les conflits dans les pays, dont la mission, d'organisation des nations unies au Congo (MONUC) actuellement MONUSCO.

[...] La Mission de l'Organisation des Nations unies en RDC (MONUC) a été créée par la Résolution 1279 du Conseil de sécurité du 30 novembre 1999, initialement pour assurer le suivi de l'application de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka, signé entre la RDC et cinq États de la région (Angola, Namibie, Ouganda, Rwanda et Zimbabwe), tous impliqués dans la seconde guerre du Congo. Il s'agit alors de s'assurer du désengagement des forces étrangères présentes sur le sol congolais, de maintenir la liaison avec toutes les parties à l'accord et de préparer un déploiement plus conséquent de forces onusiennes³⁷. Cette situation nous montre que l'ONU s'est impliqué dans les travaux de maintien de la paix en R.D Congo.

2^{eme} réponse : Le découragement des conflits par l'organisation de Nations Unis pour le maintien de la paix en R.D. Congo est-il efficace, si non ou oui comment ? notre postulat se

³⁷ Confer Michel Lugeois et Michel Lutumbue, *Défis et enjeux du plan du retrait de la MONUSCO*, DGRIS, 2022, p.5.

range dans la négation les Casques bleus ne sont jamais parvenus à stopper totalement les violences locales et les exactions contre les civils, leur présence au cœur d'une région sensible et instable aura sans doute prévenu un nouvel embrasement régional³⁸. Il convient de garder cela à l'esprit car les ingrédients d'un tel embrasement, bien que légèrement atténués, sont toujours présents.

[...] Force est de constater qu'après 23 ans de présence et plus de dix milliards de dollars dépensés, la mission, des nations unies en RDC, n'a qu'un très maigre bilan sécuritaire (la neutralisation d'un groupe armé, le M23, contraste avec les nombreuses tueries de civils dans Kivu) et bilan politique négatif les espoirs de démocratisation après les élections de 2006 étant remis en cause par la dérive autoritaire du régime et la volonté du président Kabila de rester au pouvoir au-delà de deux mandat³⁹.

VII.2. Conflits en R.D. Congo : Objet d'une Diplomatie préventive

Pour notre part, comprendre les conflits en R.D. Congo en tant qu'une réalité d'une diplomatie préventive, sera nécessaire de faire un recours à l'histoire lié aux antécédents à la création des organisations internationales Africaines et plus particulièrement la conférence de Léopoldville d'Aout 1960, cette conférence montre avec précision le début de la diplomatie préventive en R.D Congo.

Cette conférence, qui eut lieu à Léopoldville du 25 au 31 aout 1960, est très importante car, comme on le verra plus loin, la crise congolaise fut parmi les évènements qui amenèrent l'Afrique a des divisions politiques. Cette conférence à laquelle assistèrent l'Algérie, le Congo-Brazzaville, l'E²thiopie, le Ghana, la Lybie, le Liberia, le Maroc, le Soudan, le Togo, la Tanzanie, la Tunisie et la République Arabe Unie (RUA) a été convoquée sur l'initiative de Patrice Emery Lumumba premier ministre de Léopoldville⁴⁰.

Le but poursuivi par Lumumba en convoquant cette conférence était de faire accepter, par les Etats Indépendants de l'Afrique, son interpellation de la mission de l'ONU au Congo, et plus particulièrement son opposition au Docteur Ralph Bunche, Représentant personnel de monsieur Dag Hammarskjöld au Congo.

³⁸ Voir www.aa.com.tr/fr/afrique/rdc-monusco-un-processus-de-retrait-sous-haute-tension/ Consulté le 24 mars 2022 à 20H12

³⁹ Marc-André Lagrange et Thierry Vircoulon, *Réflexions sur 17 ans de présence de l'ONU en République démocratique du Congo*, Ifri, 2016, p.20.

⁴⁰ Nguway Kpalaingu Kadony, *op. cit.*, p.136.

Cependant, à part la Guinée, les participants à la conférence n'ont pas condamné l'action des Nations Unies au Congo. Au contraire, ils louèrent les efforts des Nations Unies, et décident d'adresser un message de satisfaction au Docteur Bunch⁴¹. Les délégués insistèrent sur l'importance d'harmoniser toutes les aides à travers les Nations Unies. D'ailleurs suite à cette conférence que Lumumba décida de faire appel à l'aide russe⁴².

Comme nous avons parlé de la diplomatie préventive renvoie à la non intervention des Nations Unies dans les conflits qui font l'objet des grandes puissances. C'est-à-dire les Nations Unies ne peut jamais intervenir dans ces conflits. C'est que les Nations Unies ont essayé de faire en intervenant en République démocratique du Congo. Et encore aujourd'hui dans les conflits Rwandais congolais à l'Est de la République démocratique du Congo. Le maintien de la paix paralyse le bon nombre des travaux de secrétaire général de l'ONU ?

La géographie sécuritaire à l'est de la RDC fait ressortir une réalité macabre sur les droits humains. Les groupes et forces armées tuent et incendient, violent et pillent les ressources naturelles de la RDC à cause de l'irresponsabilité du gouvernement congolais et, subsidiairement, des faiblesses de la diplomatie onusienne plus ou moins inadaptée aux réalités politico-sociales de l'est de la RDC. Une diplomatie de dialogue plus que d'intervention en faveur de la vie et de la dignité humaine face aux multiples exactions à Beni, à Mutarule, à Walikale, à Kabare et ailleurs⁴³.

Notre position, tout en condamnant le système de la diplomatie préventive de l'ONU est quelque peu conservatrice dans le conflit en R.D. Congo. Les conflits en R.D. Congo ont justement démontré ce que peut être la fonction du secrétaire Général. Même la contribution de la cour dans le problème de maintien de la paix en R.D. Congo est moins en moins efficace dans l'exécution de ses décisions. Les auteurs des dits conflits doivent être condamnés, sera une preuve de maintien de la paix en RDC objectif principal de l'ONU, la justice élève une nation.

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

Identité : Nom et Post-nom, Profession, Religions, Adresse

Heureux de répondre par un Non ou par un Oui.

⁴¹ Nguway Kpalaingu Kadony, *op. cit.*, p.137.

⁴² *Idem*

⁴³ Muzalia Mpunzu, *Analyse du conflit à l'est de la RDC par une approche dite issue de la diplomatie onusienne des droits de l'homme*, Mars 2015. disponible sur www.irenees.net consulté le 25 Janvier 2022 à 11H12

1. Croyez-vous que l'action de l'ONU est douteuse pour pacifier les conflits en R.D. Congo ?
2. Le départ de la MONUSCO en R.D. Congo est-il une option solide pour pacifier le pays ?
3. Les rebelles bénéficient de complicité au sein de l'appareil d'Etats ?
4. Etes-vous d'avis que les grandes puissances participent au financement de rebelles sous la coulisse du Rwanda et de l'Ouganda ?
5. N'êtes-vous d'avis du Renouveau du mandat de la MONUSCO en R.D. Congo ?
6. Croyez-vous que les grandes puissances dont la France et les Etats-Unis ont intérêts dans les conflits en R.D. Congo ?
7. Etes-vous d'avis que la R.D. Congo par l'approche militaire nationale sera-t-elle capable pour maintenir la paix dans les pays ?

Fait à Goma, le 1 Mars 2021

Conclusion

Il existe de nombreuses preuves suggérant que les factions rebelles soutenues par l'Ouganda et le Rwanda – y compris le M23 – contrôlent des chaînes d'approvisionnement stratégiques mais informelles partant des mines des Kivus vers les deux pays. Les insurgés utilisent les recettes du trafic d'or, de diamants et de coltan pour acheter des armes, recruter et contrôler des mineurs artisanaux et payer des fonctionnaires corrompus des douanes et des frontières congolaises ainsi que des soldats et des policiers. Ces opérations illicites sont également marquées par une grande violence, car les différentes factions rebelles se battent souvent entre elles pour le contrôle des mines et des voies de transport.

Pour orienter notre recherche, une question fondamentale nous est apparue importante. Il s'agit de : **Pourquoi les conflits en R.D. Congo sans cesse, ils font l'objet de la diplomatie préventive ?**

Nous avons émis les hypothèses selon lesquelles, La République démocratique du Congo est un pays qui regorge d'une diversité des ressources naturelles, les Etats voisins dont le Rwanda, l'Ouganda et Burundi, convoitent par les ressources que les pays regorgent, préfèrent utiliser la force s'accaparer des richesses que les pays regorgent. Les ressources naturelles et certaines portions des terres que les Etats voisins réclament étant de leurs appartenances sont à la base des conflits. Les conflits en R.D. Congo font l'objet de la diplomatie préventive en

raison de maintien de la paix par l'organisations des Nations Unies dont les responsabilités lui incombent.

Depuis que la mission de cette organisation internationale est dans les pays il n'a jamais réussi à éradiquer ces conflits et instaurer un climat de paix. La diplomatie préventive n'est autre que la non interventions des Nations Unies dans les conflits qui font l'objet des grandes puissances. C'est-à-dire les nations Unies ne peut jamais intervenir dans ces conflits. Parait-il que les conflits en R.D. Congo font l'objet de cette dite diplomatie par son approche de non intervention dans les problèmes qui font l'objet des grandes puissances.

Le caractère pertinent de ce labour a nécessité le recours à la théorie réaliste de relations internationales. La Méthode **historique** couplée de la technique **documentaire** et des questionnaires suivants les procédés probabilistes nous a été nécessaires pour mener notre recherche.

A l'issue des analyses, l'étude révèle qu'après 23 ans de présence et plus de dix milliards de dollars dépensés, la mission, des nations unies en RDC, n'a qu'un très maigre bilan sécuritaire (la neutralisation d'un groupe armé, le M23, contraste avec les nombreuses tueries de civils dans Kivu) et bilan politique négatif les espoirs de démocratisation après les élections de 2006 étant remis en cause par la dérive autoritaire du régime et la volonté du président Kabila de rester au pouvoir au-delà de deux mandat.

En rapport avec tout ce qui précède, il y a lieu de conclure avec optimisme que cette étude nonobstant les quelques vicissitudes signalées, nous a été utile pour parfaire et complété nos connaissances théoriques et pratiques sur la problématique de l'Independence économique aux pays en développement. Précisons toutefois que conclure ne veut pas dire qu'on a épuisé tous les aspects riches que revêt un sujet de recherche. De ce fait, nous n'avons aucunement pas la prétention d'avoir brillamment réussi, mais nous sommes réconfortés par ce courage d'avoir essayé et jeté une goutte d'eau dans cette mer qu'est la science. C'est compté tenu de notre empreinte contenue dans ces traces que d'autres chercheurs pourront nous compléter sans que nous ne soyons à l'abri de leurs critiques.

Bibliographie

1. Center for civilian in conflict, *Document de politique : L'engagement communautaire de la MONUSCO avec une présence réduite sur le Terrain*, 2018.
2. Rapport global 2021 : Situation en RDC, Agence des Nations Unies pour les réfugiés, <https://reporting.unhcr.org/drcsituation>, consulté le 22 juillet 2022
3. Les dix crises les plus négligées dans le monde sont toutes en Afrique, Conseil norvégien pour les réfugiés, 1^{er} juin 2022, <https://www.nrc.no/news/2022/june/the-worlds-ten-most-neglectedcrises-are-all-in-africa/>.
4. *Hiérarchisation et ordonnancement de mandats de maintien de la paix : Le cas de la MONUSCO*, IPI, 2019, Security Council Report, 2019.
5. Barréa, J., *Théories des Relations internationales. La grammaire des évènements*, Louvain-la-Neuve, 3eme Ed. Artel, 1994.
6. Esambu Matenda Jean-Bosco, *Relations Internationales*, Lubumbashi, 2021.
7. Mulamba Mubyabo Ngeleka, *Géostratégie*, Université de Lubumbashi, 2022.
8. Voir *Qu'est-ce que la diplomatie ?* sur www.vie-publique.fr/fiches/269886-quest-ce-que-la-diplomatie consulté le 26 Aout 2022 à 20H00
9. Nguway Kpalaingu Kadony, *Organisations internationales*, Edition d'essai, Lubumbashi, 2022.
10. Nations unies (commission économique pour l'Afrique), *conflit en république démocratique : causes, impact et implications pour la région des grands lacs*, Addis-Abeba, Ethiopie, 2015.
11. République démocratique du Congo ministère des droits humains, *La guerre d'agression en république démocratique du Congo trois ans de massacres et de génocide « à huis clos »*, Kinshasa, Octobre 2001.
12. CADDHOM : *La République Démocratique du Congo : Rapport sur 50 jours sous régime d'occupation et rebelle au Kivu (2 août 1998 — 23 septembre 1998)* inédit, septembre 1998.
13. *Les données fournies dans ce paragraphe sont issues des indicateurs du développement dans le monde (banque mondiale)*
14. *Des informations détaillées sur les ressources naturelles du pays sont disponibles (en anglais) sur le site*

15. Alida Furaha Mmutoni, *les causes de la crise actuelle à l'est de la république démocratique du congo : etat des lieux*, published by scholar commons, center for conflict management of the national university of rwanda,2008.
16. www.sdc.ddc.org.rw consulté le 6 décembre 2022 à 12h00
17. Confer Michel Lugeois et Michel Lutumbue, *Défis et enjeux du plan du retrait de la MONUSCO*, DGRIS, 2022.
18. Voir www.aa.com.tr/fr/afrique/rdc-monusco-un-processus-de-retrait-sous-haute-tension/ Consulté le 24 mars 2022 à 20H12
19. Marc-André Lagrange et Thierry Vircoulon, *Réflexions sur 17 ans de présence de l'ONU en République démocratique du Congo*, Ifri, 2016.
20. Muzalia Mpunzu, *Analyse du conflit à l'est de la RDC par une approche dite issue de la diplomatie onusienne des droits de l'homme*, Mars 2015. disponible sur www.irenees.net consulté le 25 Janvier 2022 à 11H12